



006981

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N°/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 du pour la réalisation des études en vue du parachèvement et du déploiement du Schéma Directeur Informatique des Services Judiciaires.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail en vue d'impacter qualitativement et quantitativement le rendement des personnels des services, le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, lance pour le compte du Ministère de la Justice un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des études en vue du parachèvement et du déploiement du Schéma Directeur Informatique (SDI) des Services Judiciaires.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent Avis d'Appel d'Offres consistent à :

- A. Réaliser un diagnostic de la mise en œuvre du SDI 2011-2015. Il s'agira de faire un état des lieux exhaustif des activités qui ont été menées à savoir :
 - a. L'acquisition du matériel réseau informatique et électrique dans les juridictions situées dans tous les dix (10) chefs-lieux des Régions ;
 - b. La construction des réseaux informatiques et la réhabilitation du réseau électrique dans les juridictions situées dans les cinq (05) villes suivantes :
 - i. Yaoundé (Cour d'Appel (CA) du Centre),
 - ii. Ebolowa (Tribunal de Première Instance (TPI) d'Ebolowa, Tribunal de Grande Instance (TGI) de la Mvila et CA du Sud),
 - iii. Bertoua (TPI de Bertoua, TGI du Lom et Djérem et CA de l'Est),
 - iv. Bafoussam (TPI de Bafoussam, TGI de la Mifi et CA de l'Ouest),
 - v. Douala (TPI de Douala Ndokoti, TPI de Douala Bonanjo et CA du Littoral).
 - c. Le logiciel Justic@m déployé au Tribunal de Première Instance de Douala Bonanjo et au Tribunal de Première Instance de Yaoundé Centre Administratif.
- B. Actualiser les orientations stratégiques selon les innovations technologiques : y intégrer la cybersécurité, l'interopérabilité, la dématérialisation des procédures et définir un profil de prestataires ;
- C. Proposer un modèle économique (BIP, PPP, Autres partenariat financier) de financement et décrire les procédures le cas échéant ;
- D. Définir une feuille de route : Plan d'actions et dispositifs de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation de la stratégie ;
- E. Tenir un atelier final de validation des études.

3. Allotissement

Les prestations relatives au présent appel d'offres sont regroupées en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de prestations relatives au présent Appel d'Offres est de quarante millions (40 000 000) FCFA TTC.

5. Délais d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de quatre (4) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux Bureaux d'Études Technique (B.E.T) ou groupement de (B.E.T) de droit camerounais, ayant des compétences et une expérience avérée dans la conception et le déploiement des systèmes et applications informatiques.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Justice exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire N° 59 08 050 06 320011 361311

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics, dont la liste figure dans le DAO et dont le montant s'élève à huit cent mille (800 000) FCFA, valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Il doit être assorti d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et de Consignations (CDEC). L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Ministère de la Justice, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables au Ministère de la Justice, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410, dès publication de l'avis contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cinquante mille (50 000) Francs CFA, payable au Trésor public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **29 SEP 2025** date limite de réception des offres à **12** heure limite. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible, (copie de sauvegarde) en plus de la mention **Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° 1937/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 du 19/9/2025**, pour la réalisation des études en vue du parachèvement et du déploiement du Schéma Directeur Informatique des Services Judiciaires, dans les délais impartis pour la soumission en ligne.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Méga Octets (MO) pour l'Offre administrative ;
- 15 (MO) pour l'Offre technique ;
- 5 (MO) pour l'Offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre. En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné

N.B : L'original physique du Cautionnement de soumission et la quittance d'achat du DAO doivent parvenir sous pli fermé au Ministère de la Justice, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410, dans les délais de la soumission en ligne

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux date et heures limite de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 29 SEPT 2025 à 13 Heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Justice dans la salle de Conférences du Ministère de la Justice sise au troisième étage du bâtiment central.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80 % des points seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

15.1.1 : Pièces administratives :

- a) Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- b) non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- c) fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées.

15.1.2 Offres techniques :

- a) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- b) absence de l'attestation de visite d'au moins un site ;
- c) absence d'un Chef de projet répondant aux conditions suivantes:
 - minimum Bac+5 en informatique,
 - Avoir mené au moins deux (02) études similaires avec les entreprises publiques et/ou avoir participé à au moins deux (02) missions dans les projets intégrant la sécurité des systèmes d'informations en tant que chef de mission;
- d) absence de la capacité préfinancement d'un montant de dix millions (10 000 000) FCFA ;
- e) absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- f) absence de référence dans les conditions définies dans le RPAO ;
- g) absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- h) non-respect de 80% au moins des sous-critères relatifs aux des critères essentiels.

15.1.3 Offre financière

- 1- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- 2- absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;

- 3- absence d'un élément de l'offre financière (soumission, Bordereau des Prix Unitaires, Devis Quantitatifs et Estimatifs et sous détail de prix).

15.1.4 Critères éliminatoires d'ordre général

- 1- non-respect du format de fichier des offres ;
- 2- non-production du CCAP paraphé sur chaque page et signé assorti de la mention lu et approuvé ;
- 3- absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois (3) dernières années ;

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires portent sur :

- 1- La présentation de l'offre ;
- 2- les références du soumissionnaire ;
- 3- la qualification et expérience du personnel ;
- 4- le matériel et la logistique ;
- 5- la méthodologie et le planning.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la mieux distante après application des remises proposées le cas échéant.

17. Délai de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de remise de ces dernières.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de la Justice, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics porte 410 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 11 SEPT 2025

Copies :

- MINMAP;
- ARMP;
- Présidente CIPM;
- SOPECAM





OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER URGENT PROCEDURE
No. 0006983/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 of 11 SEPT 2025 to carry out studies
for the completion and implementation of the Judicial Services IT Master Plan.

1. Subject of the Invitation to Tender

In order to improve on the working conditions and the output of the personnel of services, both quantitatively and qualitatively, the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, hereby launches on behalf of the Ministry of Justice, an Open National Invitation to carry out studies for the completion and implementation of the Judicial Services IT Master Plan.

2. Scope of Works

The works of this Invitation to Tender include:

- A. Conduct an assessment for the implementation of the 2011-2015 IT Master Plan. This will involve conducting a comprehensive review of activities carried out namely:
 - a. The acquisition of IT and electrical network equipment in courts located in the ten (10) chief towns of Regions;
 - b. The construction of IT networks and the rehabilitation of the power grid in courts located in the following five (5) cities:
 - i. Yaoundé (Centre Court of Appeal (CA)),
 - ii. Ebolowa (Ebolowa Court of First Instance (CFI), Mvila High Court (HC) and South CA),
 - iii. Bertoua (Bertoua CFI, Lom and Djérem HC and East CA),
 - iv. Bafoussam (Bafoussam CFI, Mifi HC and West CA),
 - v. Douala (Douala Ndokoti CFI, Douala Bonanjo CFI and Littoral CA).
 - c. Justic@m software implemented at the Douala Bonanjo Court of First Instance and the Yaoundé Centre Administratif Court of First Instance.
- B. Update strategic guidelines in line with technological innovations: incorporate cybersecurity, interoperability, digitisation of procedures and define a profile for service providers.
- C. Propose an economic model (PIB, PPP, financial partnership) for financing and describe the procedures where applicable;
- D. Set a roadmap: Action plan and mechanisms for implementing, monitoring and evaluating the strategy;
- E. Hold a final workshop to validate the studies.

3. Allotment

The works of this Invitation to Tender shall be carried out in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of this Invitation to Tender is CFAF forty million (40,000,000) all taxes included.

5. Execution deadline

The execution deadline set by the Project Owner for the completion of the works of this Invitation to Tender shall be four (4) calendar months. It shall run from the notification of the service order for commencement of works.

6. Participation and origin

Participation in this Open National Invitation to Tender is open to technical engineering firms or groups of technical engineering firms located in Cameroon with capacities and proven experience in the design and implementation of computer systems and applications.

7. Financing

The services of this Invitation to Tender are financed by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Justice for the 2025 Financial Year, budget line No. 59 08 050 06 320011 361311

8. Bidding

Within the framework of this invitation to tender, bids shall be submitted online.

9. Bid Bond

Each bidder shall add to administrative documents, a hand-signed and stamped provisional guarantee of CFAF eight hundred thousand (800,000) issued by a banking institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts, a list of which appears in the Tender File and valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of tenders with a consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Fund. Any offer lacking a bid bond issued by a first-class banking institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts shall be rejected. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted. Any bid bond submitted by a bidder during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the Tender File can be consulted free of charge at the Department of General Affairs (DAG) of the Ministry of Justice, Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this tender notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of Tender File

The hard copy of the Tender File can be obtained during working hours at the Department of General Affairs (DAG) of the Ministry of Justice, Public Contracts Service, Room 410, upon publication of this tender notice and upon presentation of a payment receipt, into the Public Treasury, of a non-refundable fee of CFAF fifty thousand (50,000) for the purchase of the tender file.

It is also possible to freely download the digital version of the file on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. However, bidders must pay the tender file purchase fee to bid online.

12. Submission of bids

Bids shall be submitted online exclusively. Each bid drafted in English or French shall be submitted on the COLEPS platform latest on **29 SEP 2025** deadline for the submission of bids at **12 noon**. A back-up copy of the bid saved in a USB drive or a CD/DVD shall be forwarded in a sealed envelope bearing the information (back-up copy) written in clear and legible way, as well as: Open National Invitation to Tender under urgent procedure No. **6981/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2025 of 11/9/2025** to carry out studies for the completion and implementation of the Judicial Services IT Master Plan, within the prescribed deadline for online bidding.

File size and format

For online bidding, the documents to be submitted on the platform shall have the following maximum sizes:

- 5 MO for the administrative offer;
- 15 MO for the technical offer;
- 5 MO for the financial offer.

The following formats shall be accepted:

- PDF for texts;
- JPEG for images.

Where necessary, each candidate shall make sure to use a file compression software to reduce the size of files to be forwarded. In case of malfunctioning of the COLEPS platform, failure to present the back-up copy shall lead to the rejection of the bid of the candidate concerned.

N.B: The original hard copy of the bid bond and of the tender file purchase receipt shall be sent within the online submission deadline in a sealed envelope at the Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410.

13. Tender Compliance

The following shall be rejected by the Project Owner:

- bids bearing the identity of the bidder;
- bids submitted after the deadline;
- bids not in compliance with the submission method;
- bids not bearing information on the invitation to tender.

Any offer not in keeping with tender requirements shall be rejected. Especially, any offer lacking a bid bond issued by a financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts or failure to comply with the models of the Tender File documents shall be rejected without any remedy. Any bid bond submitted, but having no connection with the invitation to tender shall be considered as not having being submitted.

14. Opening of bids

Tenders shall be opened in two phases,

Administrative and technical bids shall be opened on 29 Sept 2025 at 1 pm in the Conference Room of the Ministry of Justice, located at the third floor of the main building by the Ministry's Tender Board.

Only the financial bids of bidders with a technical score of 80% will be opened by the same Board, in the same room at a later date after the technical evaluation.

Only bidders or a duly mandated representative even in the case of a group of firms shall attend this opening session.

In keeping with the requirements of the Special Tender Regulation and under pain of rejection, documents of the administrative file shall be submitted in originals or certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority. They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

In case of absence or non-compliance of a document of the administrative file during the tender opening session, after a deadline of 48 hours granted by the Board, the offer shall be rejected.

15. Evaluation criteria

Eliminatory criteria

15.1.1 : Administrative documents

- a) Absence of bid bond during the tender opening session;
- b) Failure to submit a document of the administrative file deemed non-compliant or lacking during the tender opening session, beyond the deadline of 48 hours (except the bid bond).
- c) False declarations, fraudulent schemes, or forged documents

15.1.2 Technical Offers:

- a) False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- b) Absence of an attestation of visit of at least one site;
- c) Non-compliance with the following requirements relating to the Project Manager:
 - at least BAC + 5 in computer science,
 - Having conducted at least two (2) similar studies with public companies and/or participated in at least two (2) missions in projects integrating information system security as head of mission.
- d) Absence of an attestation indicating capacity to pre-finance to the tune of at least CFAF ten million (10,000,000).
- e) Absence of a dated and signed integrity charter;
- f) Absence of reference in the conditions laid down in the RPAO;
- g) Absence of a declaration of commitment to respect environmental and social clauses dated and signed;
- h) Failure to meet at least 80% of sub-criteria relating to essential criteria.

15.1.3 Financial offer

- 1- False declarations, fraudulent schemes, or forged documents;
- 2- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- 3- Absence of an element of the financial offer (bid, Unit price schedule, Bill of quantities, Cost estimate, and detailed breakdown of prices).

15.1.4 General eliminatory criteria

- 1- Non-compliance with the format of offers

- 2- Absence of the Specific Administrative Clauses (CCAP) with each page initialled and signed by the bidder, with the inscription "read and approved";
- 3- Absence of a sworn statement of non-abandonment in the provision of services during the past three (3) years;

15.2: Essential criteria:

These essential criteria for the qualification of bidders shall include:

- 1- presentation of the offer;
- 2- bidder's references;
- 3- experience and qualification of personnel;
- 4- equipment and logistics;
- 5- methodology and planning.

16. Contract award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer will have been established as compliant with the tender file, who has the required technical and financial capacity to execute the contract in a satisfactory way and whose offer shall be evaluated as the lowest after applying the suggested discounts where necessary.

17. Tender validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

18. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410 or online on the COLEPS platform on <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and poor practices

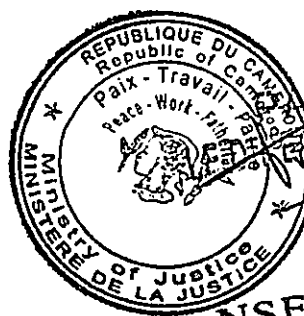
For any complaint relating to corruption or poor practices, please call CONAC using 1517 or call or text a message to the Ministry of Public Contracts (MINMAP) using the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé,

11 SEPT 2025

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- Chairperson of the Tender Board;
- SOPECAM.



ORDRE
DES AFFAIRES
GENERALES
NSENG-ELANG
Marie Claire Dieudonnée
Magistrat H H 1^{er} Groupe